

Le décret n° 2013-365 du 29 avril 2013 relatif au suivi médical post-professionnel des agents de la F.P.T. exposés à l'amiante

REFERENCES JURIDIQUES :

- Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale
- Décret n° 2013-365 du 29 avril 2013 relatif au suivi médical post-professionnel des agents de la fonction publique territoriale exposés à l'amiante
- Code du travail

Le présent décret est pris pour l'application de l'article 108-4 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. Ce décret est relatif au suivi médical post-professionnel des agents de la fonction publique territoriale exposés à l'amiante.

Interdit en France depuis 1997, l'amiante reste présente dans de nombreux bâtiments et équipements. Le risque amiante est sous-estimé dans certaines professions qui peuvent y être exposées (exemple : plombier, électricien). Or, les maladies liées à l'amiante représentent aujourd'hui la deuxième cause de maladies professionnelles et la première cause de décès liés au travail (hors accidents du travail).



La prévention de ce cancérogène demeure une des priorités de la santé au travail. En effet, l'amiante est responsable chaque année de plus de 5 000 maladies reconnues comme étant liées au travail (au titre des tableaux 30 et 30 bis des maladies professionnelles www.inrs.fr › Accueil › Produits et services › Bases de données).

Le droit au suivi médical post-professionnel est limité aux agents ayant, dans le cadre de leur fonction, fabriqué ou transformé des matériaux contenant de l'amiante, et aux agents ayant réalisé les activités énoncées à l'article R. 4412-94 du Code du travail, c'est-à-dire aux agents ayant effectué :

- ✓ des travaux de retrait ou d'encapsulation d'amiante et de matériaux, d'équipements et de matériels ou d'articles en contenant, y compris dans le cas de démolition ;
- ✓ des interventions sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante.

C'est à la collectivité ou à l'établissement public dont les agents relèvent au moment de la cessation de leur fonction de les informer sur leurs droits et de leur remettre les fiches d'exposition établies par leurs employeurs successifs. Pour les agents retraités, cette information devra être faite par la CNRACL et par l'Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques. Il ne s'agit ici que d'une information de l'agent et non pas d'une ouverture de droit au suivi médical post-professionnel. En effet, afin d'en bénéficier, l'agent doit demander, à la collectivité ou à l'établissement dont il relève au moment de sa cessation de fonction, la délivrance d'une attestation d'exposition à l'amiante. Cette attestation d'exposition à l'amiante peut être établie au regard des fiches d'exposition, ou suite à l'avis du médecin de prévention de la collectivité ou de l'établissement dont relève l'agent ou dont il a relevé au moment où il a été exposé à l'amiante.



Pour son suivi médical post-professionnel, l'agent peut librement choisir. Il peut être assuré par tout médecin, par le service de médecine de prévention de la dernière collectivité ou du dernier établissement public où il a exercé ses fonctions, ou encore par les centres médicaux avec lesquels la collectivité a passé une convention.

Le suivi médical post-professionnel est à la charge de la dernière collectivité ou du dernier établissement au sein duquel l'agent a été exposé à l'amiante, s'il est identifiable et s'il existe encore. Sinon, cette charge reviendra à la collectivité ou à l'établissement dont relevait l'agent au moment de la cessation de ses fonctions.

Afin d'éviter l'exposition des agents à l'amiante, Un guide de prévention intitulé « exposition à l'amiante dans les travaux d'entretien et de maintenance » réalisé par l'Institut National de Recherche Scientifique (INRS) est téléchargeable sur le site www.inrs.fr.

Vous pouvez également obtenir un modèle de fiche d'exposition à l'amiante sur le site : directe.gouv.fr/IMG/

2 mai 2013

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Texte 18 sur 113

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

Décret n° 2013-365 du 29 avril 2013 relatif au suivi médical post-professionnel des agents de la fonction publique territoriale exposés à l'amiante

NOR : INTB1223019D

Publics concernés : agents des collectivités territoriales et de leurs établissements publics.

Objet : suivi médical après la cessation définitive de leurs fonctions des agents exposés à l'amiante.

Entrée en vigueur : le texte entre en vigueur le lendemain de sa publication.

Notice : le présent décret prévoit que, comme les salariés de droit privé et les agents de la fonction publique de l'Etat ayant été exposés à l'amiante au cours de leur vie professionnelle, les agents de la fonction publique territoriale bénéficient, au vu d'une attestation d'exposition, d'examens médicaux périodiques (définis par l'arrêté du 28 février 1995). Ils doivent, pour y avoir droit, présenter une attestation d'exposition, délivrée de droit, à la suite d'une demande de l'agent, par la collectivité ou l'établissement dont il relève au moment de la cessation définitive de ses fonctions.

Références : le présent décret peut être consulté sur le site Légifrance (<http://www.legifrance.gouv.fr>).

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'intérieur,

Vu le code de la sécurité sociale, notamment son article L. 461-2 ;

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 4121-3-1, R. 4412-94 et R. 4412-120 ;

Vu la loi no 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 108-4 ;

Vu l'avis du 18 janvier 2012 du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale ;

Vu l'avis de la commission consultative d'évaluation des normes en date du 5 avril 2012 ;

Le Conseil d'Etat (section de l'administration) entendu,

Décède :

CHAPITRE I^{er}

Droit au suivi médical post-professionnel et à l'information

Art. 1^{er}. – Les agents mentionnés à l'article 108-4 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée ayant été exposés à l'amiante dans les conditions définies à l'article 2 du présent décret ont droit, après avoir cessé définitivement leurs fonctions au sein d'une collectivité ou d'un établissement mentionnés à l'article 2 de la même loi, à un suivi médical post-professionnel.

Art. 2. – L'exposition à l'amiante ouvrant droit au suivi médical post-professionnel concerne, d'une part, les activités ayant donné lieu à fabrication et transformation de matériaux contenant de l'amiante et, d'autre part, les activités définies à l'article R. 4412-94 du code du travail accomplies dans l'exercice des fonctions.

Art. 3. – Les agents au bénéfice desquels un suivi médical post-professionnel est institué en application de l'article 1^{er} sont informés de leurs droits par la collectivité ou l'établissement dont ils relèvent au moment de la cessation définitive de leurs fonctions au sein d'une collectivité ou d'un établissement mentionnés à l'article 2 de la loi du 26 janvier 1984 susvisée.

CHAPITRE II

Modalités du suivi post-professionnel

Art. 4. – Sans préjudice des dispositions de l'article L. 4121-3-1 du code du travail, à chaque nouvelle affectation, l'ensemble des fiches d'exposition établies par les employeurs successifs de l'agent en application de l'article R. 4412-120 du même code sont transmises au médecin de prévention de cette collectivité ou de cet établissement et copie intégrale en est remise à l'agent au moment de la cessation définitive de ses fonctions.

Art. 5. – Le bénéfice du suivi médical post-professionnel mentionné à l'article 1^{er} du présent décret est subordonné à la délivrance, sur demande des agents, d'une attestation d'exposition à l'amiante par la collectivité ou l'établissement dont relève l'agent intéressé au moment de la cessation définitive de ses fonctions, établie conformément au modèle défini par l'arrêté mentionné à l'article D. 461-25 du code de la sécurité sociale.

Cette attestation est délivrée de plein droit, au vu de la fiche d'exposition établie par l'employeur en application de l'article R. 4412-120 du code du travail.

A défaut de fiche d'exposition, cette attestation peut être établie après avis du médecin de prévention de la collectivité ou de l'établissement dont relevait l'agent intéressé au moment de la cessation définitive de ses fonctions ou, le cas échéant, du médecin de prévention de la collectivité ou de l'établissement dont il relevait au moment où il a été exposé à l'amiante.

Lorsqu'une enquête apparaît nécessaire pour établir la matérialité de l'exposition, l'autorité territoriale y procède en lien avec le médecin de prévention.

Art. 6. – Le suivi médical post-professionnel est assuré, au choix des agents, par le service de médecine de prévention des collectivités ou des établissements mentionnés au deuxième alinéa de l'article 7, par tout médecin librement choisi par l'intéressé ou par les centres médicaux avec lesquels la collectivité ou l'établissement prenant en charge le suivi passe une convention.

Art. 7. – La nature et la périodicité des examens médicaux auxquels ouvre droit le suivi médical post-professionnel sont celles définies pour l'application de l'article L. 461-2 du code de la sécurité sociale.

La prise en charge des examens relevant du suivi médical post-professionnel incombe à la dernière collectivité territoriale ou au dernier établissement au sein desquels l'agent a été exposé. Dans le cas où ceux-ci n'existent plus ou n'ont pu être identifiés, elle incombe à la collectivité territoriale ou à l'établissement dont relève l'agent au moment de la cessation définitive de ses fonctions.

Les frais de transport occasionnés par le suivi médical ne sont pas pris en charge.

CHAPITRE III

Dispositions transitoires et finales

Art. 8. – I. – Dès lors qu'ils sont susceptibles d'avoir été exposés à l'amiante dans les conditions ouvrant droit au suivi post-professionnel, les agents ayant définitivement cessé leurs fonctions avant l'entrée en vigueur du présent décret sont informés de leur droit à bénéficier du suivi médical post-professionnel par la dernière collectivité territoriale ou le dernier établissement au sein desquels ils ont pu être exposés à ce risque.

II. – Pour les agents retraités, une information générale sur le droit au suivi médical post-professionnel, assurée par le ministre chargé des collectivités territoriales, est publiée par tous moyens par la Caisse nationale de retraite des agents des collectivités locales et l'Institution de retraite complémentaire des agents non titulaires de l'Etat et des collectivités publiques.

Art. 9. – Le ministre de l'économie et des finances, le ministre de l'intérieur, la ministre de la réforme de l'Etat, de la décentralisation et de la fonction publique et le ministre délégué auprès du ministre de l'économie et des finances, chargé du budget, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait le 29 avril 2013.

Par le Premier ministre :

Le ministre de l'intérieur,

MANUEL VALLS

*La ministre de la réforme de l'Etat,
de la décentralisation
et de la fonction publique,*

MARYLISE LEBRANCHU

JEAN-MARC AYRAULT

*Le ministre de l'économie et des finances,
PIERRE MOSCOVICI*

*Le ministre délégué
auprès du ministre de l'économie et des finances,
chargé du budget,
BERNARD CAZENEUVE*